

BUDGETS PRIMITIFS 2008 DES GROUPEMENTS

SFL-FORUM a publié ce mois-ci sa note de tendance sur les budgets primitifs 2008 des 34 groupements de métropole dont la ville centre est de plus de 100 000 habitants, 30 pages d'analyse et de données chiffrées. Ce document permet de dégager les évolutions des finances des groupements, de calculer des indicateurs moyens de référence pour les principaux postes de recettes et de dépenses, de présenter les réformes législatives et de mesurer leur impact sur les budgets 2008.

<p>SFL FORUM</p> <p>forum FORUM POUR LA GESTION DES VILLES ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</p> <p>Publications récentes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Tendances budgétaires 2008 des villes- Dossier fiscal 2008- Tendances budgétaires 2008 des départements- Tendances budgétaires 2008 des régions- Dotation globale de fonctionnement 2008 des régions- Dotation globale de fonctionnement 2008 des départements- Dotation forfaitaire 2008 des villes- Budgets primitifs 2008- Loi de finances initiale pour 2008 et loi de finances rectificative pour 2007- Comptes administratifs 2006 des départements- Comptes administratifs 2006 des villes- Comptes administratifs 2006 des régions <p>Contacts :</p> <p>Nicolas LAROCHE au 06 66 96 58 95 • nicolas.laroche@forumgestionvilles.com</p> <p>Fred LOUISY au 06 88 69 05 29 • fred.louisy@forumgestionvilles.com</p> <p>AF AQ 150 9001 VERSION 2000</p> <p>SFL-FORUM 59, rue La Boétie, 75008 Paris Tél. : 01 42 56 39 70 Forum pour la Gestion des Villes et des Collectivités Territoriales sflforum@forumgestionvilles.com</p>	<p>NOTE DE TENDANCE</p> <p>BUDGETS PRIMITIFS 2008 DES GROUPEMENTS</p> <p>ANALYSE</p> <p>JUILLET 2008</p>
--	--

Vous trouverez ci-joint une synthèse des chiffres clés et des grandes tendances dégagées par l'étude. L'intégralité de l'étude est disponible sur abonnement.



SFL • Forum
59, rue La Boétie 75008 PARIS
Contact : Fred LOUISY • 06 88 69 05 29
E-Mail : fred.louisy@forumgestionvilles.com

UNE HAUSSE MODERÉE DES BUDGETS DES GROUPEMENTS EN 2008

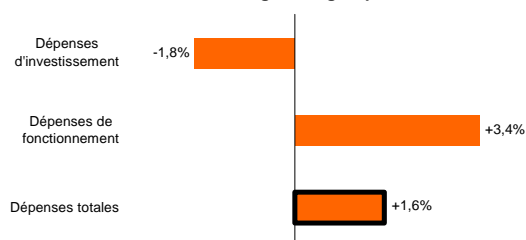
Remarques méthodologiques :

Au 1^{er} janvier 2008, les groupements d'Amiens et de Brest ont mis en place une «gestion unifiée des personnels» avec leur ville centre. La mise en place de tels services provoque un gonflement mécanique des dépenses de fonctionnement (le groupement prenant en charge les personnels mutualisés) et des recettes de fonctionnement (le groupement facturant à la ville le personnel mis à disposition). Cette opération a pour conséquence de perturber l'évolution moyenne de plusieurs postes. C'est pourquoi certaines évolutions présentées dans cette synthèse sont calculées hors ces deux groupements et différent de celles affichées dans le tableau d'équilibre.

Toutes les évolutions calculées hors groupements d'Amiens et Brest sont identifiées par une étoile (*).

En cette année électorale, les budgets des groupements enregistreraient une hausse modérée (+1,6%*). Cette progression limitée s'expliquerait par le recul des investissements hors dette (-2,2%) car le dynamisme des dépenses de fonctionnement hors reversements de fiscalité se poursuit (+4,8%*).

Evolution du budget des groupements en 2008*



*hors les groupements d'Amiens et de Brest

CONTEXTE

- Les intercommunalités sont peu concernées par les transferts de compétences prévus par l'acte II de la décentralisation. Cependant des motifs de préoccupation se font jour sur leurs recettes comme sur leurs dépenses. En effet, un contrat de stabilité, qui

vient en remplacement du contrat de croissance et de solidarité, régit de manière moins avantageuse, la progression des dotations que l'Etat accorde aux collectivités locales. Par ailleurs, cette année est la deuxième année de la réforme de la taxe professionnelle qui a vu l'application d'un «ticket modérateur» pour certaines collectivités. A cela s'ajoute une inflation soutenue et un durcissement des conditions de crédit qui ne resteront pas sans effet sur les budgets des EPCI.

- Le poids financier des grandes intercommunalités dans le secteur public local est non négligeable puisque leur budget s'élèverait en moyenne à 972 euros par habitant en 2008. Sous cette moyenne, se cachent cependant de profondes disparités entre groupements liées à des champs de compétences différents, au recours à des budgets annexes...

DEPENSES

Un tiers des dépenses de fonctionnement des groupements serait consacré aux reversements de fiscalité, dont l'attribution de compensation (86% des reversements de fiscalité) et la dotation de solidarité communautaire (14% des reversements de fiscalité).

Les dépenses de fonctionnement nettes des reversements de fiscalité augmenteraient de +4,8%*, portées par les dépenses de personnel, les charges financières et les autres charges de gestion courante.

- Les autres charges de gestion courante constitueraient le principal poste budgétaire des groupements et augmenteraient de +4,0% en 2008, contre +3,5% en 2007. L'évolution de ce poste est tirée vers le haut par les contributions aux organismes de regroupement et les subventions versées.

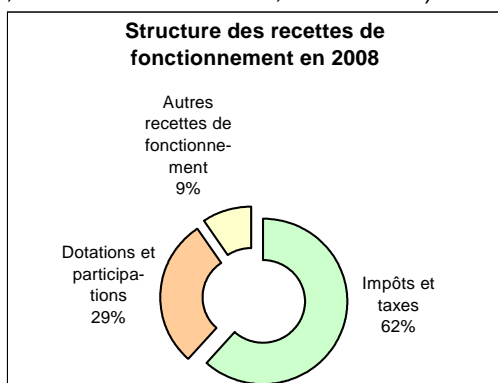
- Les charges de personnel et frais assimilés s'élèveraient à 131 euros par habitant. L'évolution de ce poste de dépenses resterait soutenue (+4,1%*) comme en 2007 (+4,6%) et s'expliquerait d'une part, par des mesures «subies», dues à l'impact des décisions nationales, et d'autre part par des mesures «choisies», dues à l'impact des décisions locales.

- Avec une hausse de +2,2%, les **charges à caractère général** s'établiraient à 123 euros par habitant en 2008.

- A l'instar des autres collectivités territoriales, les groupements seraient confrontés en 2008 à la montée en puissance des **charges financières** (+20,9%, contre +23,0% en 2007), qui résulterait de la conjugaison de deux facteurs : le relèvement des taux d'intérêt et la hausse de l'encours de dette des groupements.

RECETTES

Les **recettes de fonctionnement évolueraient sur le même rythme qu'en 2007 (+2,7%* en 2008 contre +2,5%¹ en 2007)**. De manière plus fine encore, l'évolution des recettes courantes des groupements (impôts et taxes, dotations et participations) ralentirait même légèrement, passant de +2,7%² en 2007 à +2,3%* en 2008, à cause de la faible évolution des dotations versées par l'Etat (-0,1% en 2008 contre +1,4% en 2007).



- Les **impôts et taxes**, qui représenteraient 62% des recettes de fonctionnement, évolueraient sur le même rythme qu'en 2007 (+3,4% en 2008, contre +3,1% en 2007³).

- Après avoir progressé de +3,1% en 2007, le produit des contributions directes serait en hausse de +3,4% en 2008 (neutralisation faite de la CA d'Angers qui a, au cours de l'année 2007, diminué son taux de TP à un niveau bien inférieur à celui qui avait été pris en compte lors de l'élaboration du budget primitif 2007). Cette évolution s'expliquerait essentiellement par la progression des bases, les groupements

ayant très peu recouru au levier fiscal en 2008 : plus des trois quarts ont reconduit leurs taux de l'année 2007. En moyenne, l'évolution des taux est de +0,4% en 2008.

- La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et le versement transport (VT) représenteraient près d'un quart des recettes fiscales des budgets principaux des groupements en 2008. La TEOM, deuxième ressource fiscale des groupements, progresserait de +4,1% en 2008 pour s'établir à 97 euros par habitant pour les groupements qui perçoivent cette taxe. Le VT serait également en hausse en 2008 (+5,0%) et s'élèverait à 144 euros par habitant pour les groupements qui en bénéficient.

- Les **dotations et les participations** ne progresseraient plus en 2008 (-0,1%). La DGF, seconde ressource des groupements après la fiscalité directe, serait légèrement en hausse (+0,8%). A l'inverse, les compensations fiscales diminueraient fortement (-15,8%) avec l'instauration du «contrat de stabilité».

Le **rythme de croissance des recettes d'investissement hors emprunts resterait élevé (+8,5%), grâce à la hausse de +18,2% du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)**. Il serait cependant bien inférieur à celui de 2007 (+16,4%) : **parallèlement au recul des investissements en 2008, les subventions d'investissement reçues par les groupements diminueraient (-2,3% en 2008 contre +21,3% en 2007)**.

DETTE

A l'instar des régions et des départements, les intercommunalités se sont endettées en 2007 pour financer leurs investissements. Leur encours de dette a en effet progressé de +8,6%, contre +16,7% en 2006.

Dans l'avenir, il serait intéressant de voir quelles options choisiront les EPCI pour dégager des marges de manœuvre afin de continuer à offrir un service public de proximité et de qualité.

¹ hors CU de Bordeaux en 2007

² hors CU de Bordeaux

³ hors CU de Bordeaux

BUDGETS PRIMITIFS 2008 DES GROUPEMENTS DE METROPOLE

Les chiffres présentés dans ce tableau portent sur les 34 groupements de métropole comprenant au moins une ville de plus de 100 000 habitants.

Les produits de gestion active de la dette perturbent l'analyse des budgets : ils ont donc été neutralisés dans ce document.

	2007 en millions d'EUROS	2008	Evolution 2006/2007	Evolution 2007/2008	2008 en €/hab
Budget	12 452	12 767	+2,6%	+2,5%	972
Recettes de fonctionnement⁽¹⁾	9 376	9 722	+2,0%	+3,7%	741
Impôts et taxes	5 800	5 999	+2,1%	+3,4%	457
dont contributions directes	4 406	4 546	+3,1%	+3,2%	346
dont taxe d'enlèvement des ordures ménagères	824	858	-3,7%	+4,1%	65
dont versement de transport	474	497	+3,5%	+5,0%	38
dont autres impôts et taxes	97	98	+1,0%	+1,0%	7
Dotations et participations	2 805	2 804	+1,4%	-0,1%	214
dont dotation globale de fonctionnement	2 464	2 484	+2,0%	+0,8%	189
dont compensations fiscales	172	145	+5,3%	-15,8%	11
dont autres dotations et participations	170	175	-10,3%	+3,0%	13
Autres recettes de fonctionnement⁽¹⁾	770	919	+3,7%	+19,3%	70
Dépenses de fonctionnement	8 276	8 645	+1,7%	+4,5%	658
Reversements de fiscalité	2 817	2 837	-0,9%	+0,7%	216
dont attribution de compensation	2 448	2 445	-1,5%	-0,1%	186
dont dotation de solidarité communautaire	368	392	+2,6%	+6,3%	30
Dépenses de fonctionnement hors reversements de fiscalité	5 459	5 809	+3,1%	+6,4%	442
Charges de personnel et frais assimilés	1 554	1 713	+4,6%	+10,2%	131
Charges à caractère général	1 581	1 616	-0,4%	+2,2%	123
Autres charges de gestion courante	1 733	1 801	+3,5%	+4,0%	137
dont subventions de fonctionnement versées	923	966	+7,9%	+4,7%	74
dont service d'incendie	361	365	+5,4%	+1,1%	28
dont autres charges de gestion courante	450	470	-5,8%	+4,6%	36
Charges financières	275	332	+23,0%	+20,9%	25
dont charges d'intérêts	266	323	+23,1%	+21,3%	25
dont autres charges financières	8	9	+21,5%	+7,2%	1
Autres dépenses de fonctionnement	316	346	-1,7%	+9,5%	26
Epargne de gestion⁽²⁾	1 375	1 409	+7,7%	+2,5%	107
Epargne brute ⁽³⁾	1 101	1 077	+4,4%	-2,1%	82
Dépenses d'investissement	4 176	4 122	+4,5%	-1,3%	314
Remboursement du capital de la dette	534	559	+7,1%	+4,7%	43
Dépenses d'investissement hors dette	3 642	3 563	+4,2%	-2,2%	271
Dépenses d'équipement brut	2 816	2 710	+0,8%	-3,7%	206
Subventions d'équipement versées	603	660	+15,8%	+9,5%	50
Autres dépenses d'investissement	223	192	+22,5%	-14,2%	15
Recettes d'investissement⁽⁴⁾	3 070	3 039	+4,7%	-1,0%	231
Produit des emprunts	2 131	2 020	+0,3%	-5,2%	154
Recettes d'investissement hors emprunts⁽⁴⁾	939	1 019	+16,4%	+8,5%	78
Subventions d'investissement	524	512	+21,3%	-2,3%	39
Dotations, fonds divers et réserves	243	289	+21,6%	+19,1%	22
dont fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée	206	244	+25,4%	+18,2%	19
dont autres dotations, fonds divers et réserves	36	45	+3,5%	+24,4%	3
Autres recettes d'investissement⁽⁴⁾	172	218	-1,5%	+26,7%	17
Encours de dette au 1er janvier	6 207	6 738	+16,7%	+8,6%	513
Annuité de la dette	801	882	+11,9%	+10,2%	67

⁽¹⁾ y compris le produit des cessions d'immobilisations

⁽²⁾ recettes de fonctionnement - (dépenses de fonctionnement - charges financières)

⁽³⁾ recettes de fonctionnement - dépenses de fonctionnement

⁽⁴⁾ hors le produit des cessions d'immobilisations